

TOTAL ET CHEVRON VEULENT POUVOIR TRAVAILLER EN PAIX

Cessez-le-feu au Soudan



Le gouvernement soudanais et les rebelles du Sud viennent de signer un accord de cessez-le-feu. S'il est respecté, il mettra fin à vingt et une années de guerre civile. La France et les États-Unis ont décidé de favoriser ensemble le retour à la paix, en s'appuyant sur le Tchad, pour permettre enfin une exploitation rentable des gisements pétroliers. La Chine, qui avait partiellement colonisé la zone pétrolière, et l'Inde son partenaire, devraient être les grands perdants du processus.

page 2

Quitte ou double en Irak

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Le très conservateur Patrick J. Bachanan dénonce l'impasse dans laquelle George W. Bush a conduit les États-Unis. L'ancien candidat à l'élection présidentielle estime que la situation actuelle ne peut durer en Irak, où plus de 1000 GI's sont déjà morts. Washington doit choisir : retirer ses troupes ou les augmenter massivement. Un choix stratégique absurde que l'on avait déjà rencontré avec l'erreur vietnamienne. Dans le camp démocrate, le sénateur Robert C. Byrd développe la même analyse.

page 6

REPÈRE : 13 AVRIL 1997

On est passé à trois poils de l'Apocalypse

En Israël, dans un Kibbutz près de Haifa, un tribunal rabbinique examine avec attention la jeune génisse Melody, à la robe entièrement rouge. Selon la Loi Juive, seules les cendres d'une génisse parfaitement rouge, sacrifiée à Dieu peuvent être utilisées dans la cérémonie de purification indispensable pour qu'un juif croyant puisse pénétrer à nouveau sur le site de l'ancien temple de Salomon à Jérusalem et en entreprendre la reconstruction. Or le site est occupé pour l'instant par la mosquée Al-Aqsa, un des lieux saints de l'Islam et qu'il faudrait donc démolir... ce qui risque de déclencher une guerre avec les pays musulmans. Par ailleurs, l'apparition d'une génisse rouge est le signe de la fin des temps et de la venue du Messie. Heureusement pour nous, les rabbins découvrent, dans la queue de Melody, trois poils gris... ce n'est pas la génisse élue. « *On est passé à trois poils de l'Apocalypse* » écrira le Jerusalem Post. ■



LA CIA ÉTEND SA PSYCHOSE ANTITERRORISTE EN EUROPE

Alors que l'Espagne s'apprête à retirer ses troupes d'Irak, la CIA a multiplié, les alertes anti-terroristes en Europe. Mercredi 7 avril, le quotidien *Il Tempo* révélait que l'Agence avait alerté l'Italie et le Vatican d'un possible attentat d'Al Qaïda contre Jean-Paul II. Jeudi 8 avril, les services de renseignement états-uniens transmettaient au nouveau ministre de l'Intérieur français, Dominique de Villepin, un message électronique anonyme envoyé depuis Madrid selon lequel une attaque terroriste dans deux stations d'une « *ligne rouge parisienne* » serait imminente. Cette information, non corroborée, a contraint la DST à faire évacuer 40 000 voyageurs de la ligne A du RER. Les fouilles minutieuses menées par la Préfecture de police de Paris n'ont rien donné. ■

Total et Chevron veulent pouvoir travailler en paix

Cessez-le-feu au Soudan

Le gouvernement soudanais et les rebelles du Sud viennent de signer un accord de cessez-le-feu. S'il est respecté, il mettra fin à vingt et une années de guerre civile. La France et les États-Unis ont décidé de favoriser ensemble le retour à la paix, en s'appuyant sur le Tchad, pour permettre enfin une exploitation rentable des gisements pétroliers. La Chine, qui avait partiellement colonisé la zone pétrolière, et l'Inde son partenaire, devraient être les grands perdants du processus.



Depuis son indépendance, en 1956, le Soudan n'a connu qu'une brève période de paix, entre 1972 et 1982. Une première guerre civile a opposé la révolte du Sud sédentaire, animiste et chrétien, contre le gouvernement de Khartoum, soutenu par le Nord nomade et musulman. Elle s'est conclue par un accord qui instituait un système paritaire de gouvernement et reconnaissait une semi-autonomie du Sud

Mais en 1980, la compagnie états-unienne Chevron découvre de nouveaux gisements de pétrole dans le Sud. Le général Nemeiry, chef de l'État, suspend alors la semi-autonomie du Sud et crée en 1982 une province dite de l'Unité qui correspond à la zone pétrolière, de sorte que le gouvernement de Khartoum contrôle la richesse du pays. Ce faisant, il déclenche une seconde guerre civile, qui se prolonge aujourd'hui



Les gisements soudanais sont d'importance moyenne. Une tentative d'exploitation, au début des années 80, a été interrompue par la guerre. Chevron s'est retiré après l'assassinat de plusieurs de ses cadres, en 1984. Ce n'est qu'à partir de 1999 que la production a vraiment commencé. Comme toujours, les premiers forages donnent du brut bon marché avec des techniques rustiques. Ils sont le fait de la compagnie nationale chinoise CNPC. Elle a investi, sans en tirer de profits significatifs, dans la construction du pipeline GNPOC qui permet d'acheminer le pétrole extrait dans le centre-Sud du pays vers la Mer Rouge, ainsi que dans une grande raffinerie près de Khartoum. Pour cela elle s'est associée avec Talisman, une compagnie canadienne au savoir faire plus sophistiqué, ultérieurement remplacée par la compagnie nationale indienne ONGC Videsh. En marge de la guerre, CNPC a amené ses propres ouvriers : plus de 20 000 prisonniers de droit commun chinois qui ont bénéficié d'une dispense de peine pour venir coloniser le pays. Une compagnie suédoise, Ludin, est également de la partie pour l'exploitation de réserves nouvellement découvertes, dans le " Block 5A ", situé dans le Sud profond du pays, particulièrement dangereux. Ce sont au total 250 000 barils qui sont ainsi produits annuellement et cela se poursuivra jusqu'en 2020 au moins. Ce gisement continuera donc à produire quant bien d'autres dans le monde seront en déclin, voire épuisés. C'est surtout dans cette perspective à long terme qu'il suscite les convoitises des grandes puissances et de leurs compagnies pétrolières. Ainsi, le français TotalElfina a acquis une concession dans l'extrême-Sud, mais ne l'exploite pas encore.

Les frontières du Soudan ont été définies de manière très artificielle. Elles ne correspondent pas à des données physiques ou humaines précises. Partageant ses frontières au Nord avec le Tchad, la Libye, l'Égypte et l'Érythrée, au Sud avec la République centrafricaine, la République Démocratique du Congo, l'Ouganda, le Kenya et l'Éthiopie, le pays est soumis à des influences, sinon à des ingérences multiples.

Dans ce contexte, le gouvernement de Khartoum a tout fait pour diviser les paysans du Sud en opposant les Chrétiens aux Animistes, par exemple. Tandis que les États voisins ont chacun soutenu telle ou telle faction. En outre, à la colonisation chinoise s'est ajoutée l'implantation militaire israélo-états-unienne dans les îles Dahlak voisines. De sorte qu'à l'issue de deux décennies de guerre civile, une multitude de belligérants se font la guerre. Par souci de clarté et au risque du simplisme, on ne retiendra ici que les deux camps principaux : le gouvernement de Khartoum présidé par le général Omar Hassan Ahmed el-

Béehir, et l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) du colonel John Garang.

Comme souvent, les grandes puissances cachent leurs turpitudes en désinformant. Ainsi, la presse occidentale est convaincue que la guerre civile est une expression de la guerre des civilisations. Elle aurait en effet commencé lorsque le Sud animiste et chrétien aurait refusé la charia musulmane. En réalité, la charia n'a été adoptée par Khartoum que six mois après le début de la seconde guerre civile.

De même, nos confrères décrivent un Nord arabe et un Sud noir, ce qui est absurde car " arabe " désigne une langue et une culture, tandis que noir est une couleur de peau. Au cours des siècles, les populations blanches du Nord se sont mêlées aux noires du Sud, de sorte qu'aujourd'hui la majorité de la population est noire arabe, c'est-à-dire de peau noire et de langue arabe.



Le général Omar Hassan Ahmed el-Béchir



Le colonel John Garang

Traditionnellement et surtout au 19ème siècle, les tribus du Nord menaient des raids dans le sud pour capturer des esclaves. En 1988, la guerre a mis fin aux cultures. 200 000 paysans déplacés sont morts de faim. Aujourd'hui, le régime de Khartoum, en place depuis le coup d'État de 1989, utilise les tribus nomades pour terroriser et déplacer les populations paysannes du Sud au gré des nécessités.

Lorsqu'il ne soutient pas directement ces milices en leur fournissant des armes, une logistique et même un appui aérien, le gouvernement central ne fait rien pour les empêcher de mener leurs raids. Il pratique une politique de la terre brûlée qui a pour conséquence le déplacement de populations, des massacres collectifs, pillages et viols de masse [1].

L'ONU estime que l'année passée environ 700 000 civils ont été déplacés à l'intérieur du Soudan, d'une région à l'autre, et environ 130 000 vers le Tchad [2]. Le conflit menace donc de s'étendre, d'autant que l'histoire récente des deux États est entremêlée. Dans un passé récent les Tchadiens Hissen Habre, puis Idriss Deby ont utilisé le Darfour comme base arrière pour prendre le pouvoir dans leur pays.

Une médiation a été entreprise par l'**Autorité intergouvernementale pour le développement** (Intergovernmental Authority on Development - IGAD), sous l'autorité du Kenyan Lazarus Sumbeywo. Elle a abouti au Protocole de Machakos, en juillet 2002, mais s'est avérée insuffisante.

En 1997, le président Bill Clinton a imposé un régime de sanctions économiques au Soudan en vue de restreindre l'acquisition d'armes par les belligérants. Le 6 septembre 2001, le président George W. Bush a dépêché sur place un envoyé

spécial, l'ancien sénateur John Danforth, pour évaluer la situation. Celui-ci a conclu qu'aucun des protagonistes ne peut espérer gagner la guerre. Le retour de Chevron (dont Condoleezza Rice fut administratrice) exige donc de trouver un compromis ou d'organiser une partition du pays. En octobre 2002, George W. Bush décida de changer de tactique et ratifia le *Sudan Peace Act*. Il accorda 100 millions de dollars d'aide au gouvernement de Khartoum pour l'aider à faire la paix. Mais, en cas d'échec, il promettait d'offrir 300 millions de dollars d'aide aux rebelles du Sud, officiellement à des fins humanitaires, évidemment pour prendre son indépendance.

De nouvelles négociations ont été initiées, en 2003, par le président tchadien Idriss Déby avec l'appui de la France. Elles ont été accélérées par le voyage de Dominique de Villepin, les 19 et 20 février 2004 à N'Djamena et Khartoum.

Elles portent sur cinq sujets de litige principaux

- ▶ La création d'une présidence tournante du Soudan à la place d'une présidence exécutive et d'une vice-présidence honorifique.
- ▶ Le statut de la capitale fédérale qui, bien qu'étant située au Nord, devrait être considérée comme neutre et où, par conséquent, la loi musulmane régissant le Nord ne serait pas appliquée.
- ▶ Le processus de désignation des gouverneurs provinciaux, actuellement nommé par Khartoum, alors que les Sudistes veulent pouvoir les élire.
- ▶ La paritarisation de l'administration, qui pourrait recruter moitié de ses fonctionnaires dans les deux parties du pays, tout au moins pour l'Intérieur et la Défense, l'Énergie et les Finances, ainsi que la Diplomatie.
- ▶ Le statut des monts Nouba, du Nil bleu et d'Abyei, des régions rattachées au Nord à la fin de la première guerre civile qui demandent à être rattachées aujourd'hui au Sud.

C'est en définitive la combinaison de la pression US et de la médiation franco-tchadienne qui a permis de conclure, dimanche 11 avril 2004 un cessez-le-feu de 45 jours ; le premier effectif depuis 21 ans, alors que la guerre civile a déjà fait 1,5 million de morts et 4 millions de réfugiés et déplacés.

[1] *Darfour : les attaques contre les civils se poursuivent*, Amnesty International, 16 mars 2004.

[2] *ICG Africa Report N° 76*, 25 mars 2004

Quitte ou double en Irak

Analyse

Dans une tribune publiée simultanément dans diverses revues et symboliquement sur le site *Antiwar.com*, Patrick J. Buchanan dénonce l'impasse dans laquelle George W. Bush a conduit les États-Unis. La situation actuelle ne peut durer en Irak, où plus de 1000 GI's sont déjà morts. Désormais, c'est quitte ou double. Washington doit choisir : retirer ses troupes ou les augmenter massivement. Un choix stratégique absurde que l'on avait déjà rencontré avec l'erreur vietnamienne.

Côté démocrate, le sénateur Robert C. Byrd partage cette analyse dans le *Washington Post*. Il relève que l'Autorité de la Coalition est perçue par les Irakiens comme ils percevaient la dictature de Saddam Hussein. Les États-Unis n'auraient pas plus dû s'engager dans cette guerre que dans celle du Vietnam, le Congrès ne l'a accepté que sur la base de fausses informations.

The Age a donné successivement la parole à l'écrivain Chas Savage et au ministre du Commerce Mark Vaile, pour lui répondre. Le premier s'indigne de la pseudo aide australienne à la reconstruction de l'Irak. Camberra a envoyé 300 hommes, ce qui est dérisoire, et 140 millions de dollars, ce qui est aussi dérisoire. Mais en plus, cette aide financière d'urgence est conditionnelle et vise en réalité à contraindre les Irakiens à acheter des produits agricoles australiens. Placer un peuple dans une telle situation, c'est le racketter. Pas du tout, répond Mark Vaile : le gouvernement Howard a octroyé 55 milliards de dollars d'aide humanitaire et participe activement à la reconstruction. Et il n'a pas à s'excuser si, au passage, cette générosité a des conséquences favorables pour l'agriculture australienne.

L'ancien Premier ministre français, Michel Rocard, propose dans *Le Figaro* de concilier Realpolitik et défense des Droits de l'homme. Il faudrait pour cela établir une distinction entre les pays sur lesquels on peut exercer une pression efficace, et ceux qui sont assez puissants pour y résister. On devrait exiger des

premiers qu'ils respectent les Droits de l'homme et admettre qu'on ne peut agir sur les seconds. Cependant, cette distinction équivaut à considérer différemment les droits des individus selon qu'ils sont ressortissants de pays plus ou moins puissants, et à n'adresser de reproches qu'aux États faibles. On pourrait aussi se demander si les pressions d'État à État en faveur des droits de l'homme ne sont pas devenues des armes diplomatiques et si l'instrumentalisation de ces drames est le meilleur moyen de les résoudre.

Le leader du Parti libéral britannique, Charles Kennedy, plaide dans le très conservateur *Daily Telegraph* pour l'organisation d'un référendum sur la Constitution européenne. Les libéraux souhaitent une constitution parce que c'est le seul moyen de redéfinir les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Les conservateurs sont également favorables à un référendum, mais pour faire échec au principe même d'une constitution. À l'inverse, les travaillistes sont opposés au référendum parce qu'ils ont peur d'être désapprouvés par le peuple. C'est pourtant au peuple et à lui seul que la décision appartient.

Brian Jones, ancien responsable des services de renseignement britanniques en matière d'armes chimiques et biologiques, revient dans *The Independent* sur l'alerte à la « bombe sale » au Royaume-Uni. Un complot islamiste aurait été déjoué alors qu'il allait utiliser une bombe au tétraoxyde d'oxium. Il s'agit en fait d'une intoxication de plus du gouvernement Blair : ce produit n'est pas considéré comme particulièrement dangereux et ne permet pas de fabriquer ce que l'on désigne sous l'expression de « bombe sale ».

Enfin, Jorge Castañeda, proche du président mexicain Vicente Fox et candidat à sa succession, relativise dans le *Christian Science Monitor* les récents travaux de Samuel Huntington. Le propagandiste de la Guerre des civilisations prétend désormais qu'en plus du clash opposant le monde judéo-chrétien au monde arabo-musulman, les États-Unis vont devoir affronter une immigration non-assimilable, celle des hispaniques (qui sont pourtant judéo-chrétiens). Or, s'il existe des problèmes d'immigration, il ne tient qu'à la volonté politique de les résoudre. Pour sa part le Mexique a pris des mesures en ce sens, comme la reconnaissance de la double nationalité.

Réseau Voltaire

Patrick J. Buchanan



Patrick J. Buchanan a été assistant des présidents Nixon, Ford et Reagan. Il a brigué plusieurs fois l'investiture républicaine pour l'élection à la présidentielle avant de se présenter indépendamment des deux grands partis états-uniens en 2000. Il dirige le magazine *The American Conservative*.

« L'échec est-il désormais une option ? »

Source : Antiwar.Com

Référence : « Is Failure Now an Option ? », par Patrick J. Buchanan, *Antiwar.Com*, 9 avril 2004.

Les horreurs de Faludja laissent penser que l'occupation américaine ressemblera plus à celle d'Israël au Liban qu'à celle que nous avons menée en Allemagne et au Japon après la Seconde Guerre mondiale. La Guerre d'Irak était une guerre de choix, pas de nécessité, car ce pays n'avait pas de liens avec le 11 septembre ou avec Al Qaïda et n'avait pas d'armes de destruction massive.

Colin Powell a reconnu lui-même que son dossier en faveur de la guerre était fondé sur de mauvais renseignements. Quoi qu'il en soit, nous sommes en guerre et nous sommes forcés d'admettre que l'échec est une possibilité. Aujourd'hui, en poursuivant notre stratégie actuelle nous ne pouvons pas gagner. Par conséquent, soit nous nous retirons et nous perdons, soit nous suivons l'avis de **John McCain** et nous envoyons plus de troupes. Pour l'ambassadeur **Morton Abramowitz**, nous ne pouvons pas nous retirer actuellement sans causer d'ores et déjà de graves dommages à nos intérêts dans le monde. Ce point de vue est partagé par le géostratège Anthony Cordesman, même si celui-ci estime que nous avons une occasion de quitter le pays si c'est un gouvernement irakien qui nous le demande ou si une guerre civile éclate. Dans ces conditions, selon Cordesman, personne ne pourrait nous reprocher de partir.

Pourtant, si un gouvernement irakien nous demandait de partir ou si le pays semblait dans la guerre totale, cela ne voudrait-il pas dire que **George W. Bush** a échoué et que 1000 soldats états-uniens sont morts et 200 milliards de dollars ont été dépensés en vain ? Bien sûr, Faludja n'est pas l'Irak, mais si nous ne parvenons pas à la pacifier, comment un gouvernement irakien pro-américain pourrait-il contrôler le pays ? Nous sommes engagés en Irak pour longtemps.

Robert C. Byrd



Robert C. Byrd est sénateur démocrate de Virginie occidentale.

« Suivre les signes de sorties »

Source : Washington Post

Référence : « Follow the Exit Signs », par Robert C. Byrd, *Washington Post*, 9 avril 2004.

La situation en Irak est cauchemardesque et quotidiennement nous avons des rappels du coût de l'occupation états-unienne de ce pays : 600 de nos hommes sont morts et les États-Unis ont dépensé 121 milliards de dollars dans la guerre, puis la reconstruction. Pourtant le chaos règne toujours. À peine 2024 policiers sur les 78 000 policiers irakiens sont « pleinement qualifiés ». 60 000 d'entre eux n'ont pas reçu d'entraînement normal et les États-Unis ont entraîné à peine 8% des effectifs de la nouvelle armée prévue pour août.

Compte tenu de cette violence, un transfert de pouvoir pacifique est très improbable et on ignore de toute façon toujours quand nous rendrons le pouvoir au peuple irakien, et à qui nous le rendrons. En Irak, l'Amérique a renversé un tyran qui fondait son pouvoir sur l'intimidation et le contrôle et qui n'écoutait que ceux qui étaient d'accord avec lui, mais c'est également la façon dont est perçue l'**Autorité provisoire de la Coalition** par la population. Amener plus de troupes ne servira à rien, il faut adopter une nouvelle stratégie et transmettre l'autorité en Irak à l'ONU.

La Maison-Blanche a perdu le contrôle et la situation empire tous les jours. Il faut que le Congrès s'implique à nouveau sur ces questions pour éviter à l'avenir ce type d'aventure. La politique des frappes préventives a échoué. Comme pour le Vietnam, nous sommes partis en guerre sur de fausses affirmations. Le Congrès doit retrouver le contrôle total des déclarations de guerre et nous devons repenser notre stratégie sous peine de subir autant de morts qu'au Vietnam.

Chas Savage

Chas Savage est auteur à Canberra et porte parole de l'association des amis de l'Australian Broadcast Channel

« L'Australie se contente de laisser l'Irak nager ou couler »

Source : The Age

Référence : « Australia content to let Iraq sink or swim », par Chas Savage, *The Age*, 6 avril 2004

Le débat sur l'Irak a été tellement malmené par **John Howard** et **Mark Latham** que beaucoup de considérations n'apparaissent pas devant le public, notamment la reconstruction de l'Irak et le rôle de l'Australie dans cette reconstruction.

Nous devons chercher à reconstruire l'Irak et à le stabiliser ; même si nous ne

sommes pas légalement une puissance occupante et que nous ne sommes donc pas tenus techniquement par la quatrième Convention de Genève, nous devons agir comme si notre conduite était régie par ses principes. Il faut pourtant reconnaître que l'Australie n'a rien fait pour améliorer la situation en Irak et il faut être dans l'un des deux grands partis pour prétendre que les 300 Australiens qui sont en Irak ont un rôle décisif pour la paix et la sécurité dans ce pays.

Il est important de reconstruire les infrastructures irakiennes : cela coûtera en tout 101 milliards de dollars au pire et 42 milliards au mieux pour résoudre les besoins humanitaires et stratégiques du pays. L'Australie n'a pourtant donné que 140 millions de dollars, dont 40 millions sont destinés à l'agriculture irakienne (dont les besoins oscillent entre 1,6 et 4 milliards de dollars). Surtout, cette somme a été utilisée de manière à favoriser nos exportations agricoles dans le pays. Ce que pratique l'Australie en Irak s'appelle du racket.

Mark Vaile



Mark Vaile est le ministre australien du Commerce.

« Cette main tendue n'est pas du racket »

Source : The Age

Référence : « This helping hand is hardly a racket », par Mark Vaile, *The Age*, 9 avril 2004.

Chas Savage rend un mauvais service à la contribution des Australiens impliqués dans la reconstruction de l'Irak en qualifiant leur activité de « racket ». Ayant rencontré beaucoup de ceux qui travaillent en Irak, j'ai une grande admiration pour eux.

Après la chute de Saddam Hussein, une petite équipe d'Australiens a été parmi les premiers civils à se déployer dans le port d'Umm Qasar pour accueillir des bateaux apportant de la nourriture. Le gouvernement australien a par ailleurs fourni 55 millions de dollars d'aide humanitaire. Depuis mai, plus d'experts australiens contribuent activement aux efforts de la Coalition pour reconstruire l'Irak.

Je n'ai pas à m'excuser parce que notre aide et notre contribution à la reconstruction ont produit des bénéfices pour l'Australie. Nous avons fait beaucoup et notre secteur privé s'est également beaucoup investi. Cet engagement permet la reconstruction de l'Irak et son retour dans l'économie mondiale, ce qui bénéficie à l'Australie. Ce n'est pas du racket.

Michel Rocard



Michel Rocard est ancien Premier ministre socialiste français (1989-1991). Il est président de la commission de la culture au Parlement européen.

« Realpolitik et droits de l'homme »

Source : Le Figaro

Référence : « Realpolitik et droits de l'homme », par Michel Rocard, *Le Figaro*, 9 avril 2004.

Alexandre Adler a affirmé que la Russie ne saurait retrouver une cohésion interne et une stabilité que si les raisons de sa longue humiliation disparaissent. La croissance économique russe de ces dernières années répond en partie au problème, mais l'instabilité en Ukraine et en Biélorussie et les pressions, voire les menaces, contre les minorités russophones dans la plupart des ex-pays soviétiques favorisent en Russie une rancœur et une agressivité que **Vladimir Poutine** exploite. L'attitude occidentale dans l'affaire tchéchène, surtout sensible aux violations des Droits de l'homme au moment où il devient clair qu'il s'agit d'une rébellion islamiste appuyée tout spécialement par Al-Qaïda, renforce ce phénomène.

L'Union européenne et la communauté internationale ont intérêt à ce que la Russie retrouve sa stabilité interne et une meilleure démocratie. Il faut pour cela cesser d'ostraciser la Russie et **Jacques Chirac** a raison de traiter Poutine en chef d'État respectable même s'il a péché par manque d'explication de ses intentions. Je suis de cette génération politique qui a défendu les Droits de l'homme, mais sur cette question cela ne m'empêche pas d'être partisan de la Realpolitik.

Nous savons que la politique russe en Tchétchénie et la politique chinoise au Tibet sont inacceptables, mais la puissance et la taille de ces deux pays les rendent insensibles aux pressions internationales et leur donnent les moyens de répliquer. Cela ferait perdre des emplois chez nous et renforcerait le caractère autoritaire et xénophobe de ces pays.

Nous ne pouvons pas, en outre, rompre les relations avec la moitié de la planète qui n'est pas démocratique. Il faut que, dans nos relations, nous fixions des critères d'évaluation des différents pays. Si un pays n'exerce pas de menaces sur ces voisins, est stable intérieurement et dispose d'un gouvernement responsable, nous pouvons avoir des relations minimales avec lui. Si le pays respecte les libertés fondamentales, nous pouvons avoir davantage de contacts et des relations plus étendues encore, s'il tient, en dernier lieu, de réelles élections pluralistes.

Il faut ainsi appuyer la lente maturité des démocraties et intégrer les Droits de l'homme dans la Realpolitik.

Charles Kennedy



Charles Kennedy est le président du Parti libéral démocrate britannique.

« Nous devons avoir un référendum et nous devons voter oui »

Source : Daily Telegraph

Référence : « We must have a referendum - and we must vote 'Yes' », par Charles Kennedy, *Daily Telegraph*, 9 avril 2004.

Le XXIème siècle sera un siècle « global » et il sera difficile pour la Grande-Bretagne de maintenir son influence dans le monde en restant isolée. Ce monde est en adéquation avec la philosophie des Libéraux-Démocrates qui sont instinctivement internationalistes et pro-européens, ce qui est l'exact opposé de la vision étrequée des conservateurs.

S'appuyer uniquement sur nos liens transatlantiques comme l'a fait **Tony Blair** s'est avéré être une erreur. Le Premier ministre qui nous avait promis de mettre la Grande-Bretagne au cœur de l'Europe ne l'a pas fait. Nous serions beaucoup plus forts aujourd'hui si nous n'avions pas suivi les Américains en Irak.

Comme les conservateurs, nous sommes favorables à un référendum sur la constitution européenne, mais pour des raisons diamétralement opposées. Nous pensons qu'il est important que l'Union européenne ait un texte régissant les pouvoirs de Bruxelles et des États membres, unifiant tous les traités et modernisant les institutions à l'heure de l'élargissement. Mon parti a été le premier à demander un référendum sur Maastricht et l'euro. Les conservateurs, opposés au principe du référendum habituellement, en demandent un aujourd'hui par opportunisme. De son côté, le Premier ministre n'en veut pas car il a peur de le perdre et cette logique n'est pas acceptable : on ne refuse pas au peuple la possibilité de choisir sous prétexte qu'il pourrait donner la « mauvaise » réponse. Il ne faut pas laisser les tactiques politiciennes à court terme saper cet enjeu important.

Brian Jones

Le Dr Brian Jones est un scientifique qui a travaillé pour le ministère de la Défense britannique depuis 1973. Récemment retraité, il a dirigé de 1987 jusqu'à sa retraite, la section chargée de l'étude scientifique des renseignements relatifs aux armes chimiques, biologiques et nucléaires. Il a été un témoin clé lors des auditions de la

« Les terroristes préparaient-ils vraiment une bombe sale ? »

Source : The Independent

Référence : « Were terrorists really planning a dirty bomb ? », par Brian Jones, *The Independent*, 9 avril 2004.

Après plus de 15 ans dans le renseignement militaire chimique, je ne me souviens pas avoir déjà entendu parler de l'usage de tétraoxyde d'oxium avant cette semaine. J'ai travaillé avec des experts du monde entier sur de nombreuses composantes préoccupantes mais le tétraoxyde d'oxium n'en fait

Commission Hutton.

pas partie. Pourtant, on nous dit aujourd'hui que les services de sécurité ont contrecarré un complot visant à faire exploser une bombe utilisant ce composant dans Londres.

On nous parle d'Al Qaïda et de « bombe sale ». On nous dit que ce produit chimique n'est pas « contrôlé » et peut-être acheté sur Internet. Pourtant, d'autres produits, plus dangereux peuvent aussi être achetés par ce biais et il semble que ce produit ne serve en réalité qu'à rendre l'explosif plus puissant. Ces histoires sont d'autant plus étranges qu'on nous dit que le complot a été déjoué grâce à des écoutes de téléphones portables. Mais qui sont donc ces comploteurs qui communiquent encore des informations sensibles par téléphone portable, dont les écoutes sont si aisées ? Et si le gouvernement s'inquiète vraiment de l'usage de ce produit, pourquoi rendre cette information publique ?

J'ai d'abord pensé que cette histoire était une opération de promotion d'un des services de renseignement qui cherchait à accroître son prestige en organisant des « fuites » sur cette affaire, mais depuis que j'ai entendu le ministre de l'Intérieur **David Blunkett** en parler, je me demande s'il ne s'agit pas d'une opération de propagande servant à valider la politique du ministère. Cela ne m'inspire pas confiance dans la façon dont le ministère conçoit ses politiques. L'emploi du terme « bombe sale » sert à justifier le combat contre le terrorisme alors que la bombe incriminée ne ferait pas plus de dégât que celles utilisées par l'IRA. Ce terme a été utilisé de façon impropre et c'est inquiétant concernant nos responsables politiques.

Jorge Castañeda



Proche du président mexicain et candidat à sa succession, Jorge Castañeda est ancien ministre des Affaires étrangères (2000-2003) de Vicente Fox. Il est professeur de relations internationales à l'Université nationale autonome de Mexico.

« La réforme de l'immigration aidera à intégrer les Mexicains dans le " melting pot " états-unien »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Immigration reform would help warm Mexicans to US 'melting pot' », par Jorge Castañeda, *Christian Science Monitor*, 9 avril 2004.

Samuel Huntington est un éminent chercheur qui se penche sur les importantes questions contemporaines. Récemment, il a traité de l'immigration mexicaine qu'il voit comme une division de son pays entre deux cultures et deux langues. Ces inquiétudes ne peuvent pas être dissipées car Huntington aime son pays comme moi je l'aime, et je n'aimerais pas le voir divisé.

Huntington pointe une succession de traits qui, selon lui, caractérisent l'immigration mexicaine et la rend différente des autres : la contiguïté du territoire d'origine, le niveau de cette migration, sa nature illégale, sa durée dans le temps et le fait que la plupart des immigrants sont concentrés dans ce qui a été autrefois des territoires mexicains. Huntington affirme que les immigrés pensent avoir un droit sur ces terres. On pourrait discuter ces éléments, mais penchons nous plutôt sur la conclusion : les Mexicains sont une minorité inassimilable qui restera une minorité ayant un statut de seconde classe.

Rien n'oblige qu'on en reste à cette fatalité, mais Huntington ne propose pas d'alternative. Pourtant, si les États-Unis font un effort pour construire un nouveau type d'assimilation en régularisant les Mexicains, en combattant les discriminations et en leur offrant plus de possibilités d'acquérir la nationalité états-unienne, on ne devrait pas arriver à ce résultat. Le Mexique, quant à lui, a déjà œuvré dans ce sens en autorisant la bi-nationalité.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .